

PS-SFIO-30 Paris 1933. XXXe Congrès national, tenu à Paris les 14, 15, 16 et 17 juillet 1933. Compte rendu sténographique. 1934.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.

*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer [ici](#) pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

les chefs communistes, le prolétariat à reconstituer son unité organique et totale.

MARCEAU PIVERT. — Je me rends compte qu'après plusieurs séances fatigantes, c'est une tâche délicate que de retenir votre attention. Je vais essayer de défendre ici des positions que trop souvent on a tenté de discréditer en les caricaturant, mais qui semblent tout de même avoir quelque écho dans le Parti. Je vous demanderai de prendre des décisions à leur sujet, car la Conférence internationale à laquelle nous allons envoyer des délégués aura à les examiner avec tous les grands problèmes qui nous occupent actuellement. J'y tiens beaucoup, parce que j'ai entendu dire que des camarades désireraient que les motions qui ont été étudiées dans les fédérations ne fussent pas soumises au vote. Dans ce cas on ne saurait pas exactement quels sont à l'heure actuelle les appréciations et les désirs de la Section française à l'Internationale ouvrière en ce qui concerne les problèmes de la guerre, de l'unité et du pouvoir.

Je suis donc amené, au début de mon exposé, à inviter les délégués à voter pour indiquer si, oui ou non, on va consacrer exclusivement ce Congrès à la discussion des questions de politique et de discipline parlementaire, alors que la situation générale du prolétariat dans le monde s'aggrave de jour en jour.

Une fois de plus, allons-nous clore nos débats en laissant des inquiétudes et quelques déceptions aux délégués et aux militants ?

Je déclare qu'aussi bien à la Commission des résolutions qu'ici, nous ferons l'impossible pour poser des questions, et appeler le Parti tout entier à y répondre clairement. (*Applaudissements.*)

Mais auparavant je me permettrai de reprendre, « symétriquement », un certain nombre de questions que des camarades ont abordées pendant la première partie du Congrès.

Beaucoup d'orateurs ayant entamé la discussion sur la guerre et sur le pouvoir, je crois être autorisé, moi aussi, à joindre aux questions posées à la Conférence interna-

tionale quelques considérations préliminaires pour lesquelles j'avais abandonné mon tour de parole à des camarades de province.

L'attitude du Groupe parlementaire est, d'ailleurs, dans une certaine mesure, déterminée par l'appréciation que nous proposons, les uns et les autres, d'une situation politique et économique donnée.

Ce que nous reprochons à nos camarades du Groupe parlementaire, ce n'est pas d'avoir leurs idées, d'avoir apprécié les faits à leur manière ; c'est de n'avoir pas voulu entendre le Congrès réuni spécialement pour leur fixer un certain « code de la route ».

L'ordre du jour du présent Congrès comprend deux parties : la première concerne le jugement de l'attitude du Groupe parlementaire ; la deuxième, la définition d'une politique générale, non seulement pour mandater des délégués à la Conférence internationale, mais aussi pour que le Parti tout entier dans le pays, et les élus au Parlement traduisent la volonté immédiate, concrète des travailleurs socialistes en ce qui concerne les problèmes de l'heure.

Lorsque nous traitons les questions qui nous intéressent avec une liberté qui fait évidemment honneur à notre Parti, et que nous émettons publiquement des appréciations qui sont peut-être choquantes pour quelques-uns d'entre nous, nous sommes un peu ennuyés de voir que les camarades du Groupe parlementaire semblent utiliser ces différentes idéologies, qui ne sont d'ailleurs pas nouvelles, pour justifier des désaccords profonds entre le Groupe parlementaire, certaines fractions du Parti et quelques camarades du Parti.

Est-ce qu'on n'aurait pas le droit d'exprimer complètement tout ce que l'on pense ?

Par exemple, le discours de Marquet, qui avait une certaine tenue, mais qui n'était pas conforme à ce que nous entendons par « socialisme international », est déjà une première liberté prise avec nos conceptions communes. Nous ne le lui reprochons pas.

Mais alors, qu'on ne nous reproche pas à nous d'apporter des idées que nous avons l'habitude de développer et

qu'on n'en fasse pas un drame en disant que la scission pourrait bien naître de nos divergences.

Je pourrais donner en exemple une vieille discussion qui montre que rien n'est nouveau sous le soleil. Je regrette que ce soit en l'absence de celui qui serait heureux de reconnaître sa littérature, ce qui le rajeunirait sans doute. Voici ce que disait notre camarade Pierre Renaudel dans ce Congrès de 1905, qui rappelle un certain nombre de divergences que nous avons eues à régler :

« C'est là, en effet, citoyens, ce qui marque une fois de plus notre désaccord.

» La cause du débat, c'est la question de savoir si c'est le Conseil national ou le Groupe parlementaire qui, dans le Parti, est qualifié pour prendre des décisions...

» Les membres du Groupe parlementaire sont fort ombrageux. Ils ne veulent pas être dirigés, comme ils disent...

» Nous l'affirmons, un parti comme le nôtre, qui prend pour base l'organisation du prolétariat, a le devoir d'avoir une discipline dans l'action... Il ne peut y avoir de distinctions entre les militants et les élus, sous le prétexte que ceux-ci relèvent du suffrage universel.

» ...Quelle que soit votre bonne volonté, vous ne réalisez pas, par le Parlement, la société socialiste... »

Après cela, camarades, je crois être justement autorisé à dire que les paroles prononcées par Renaudel, en 1905, coïncident exactement avec le langage que nous tenons ici aujourd'hui. (*Vifs applaudissements.*)

Nous sommes donc d'accord pour dire que la plus grande liberté d'expression doit être apportée à l'analyse des problèmes qui nous sont soumis.

Tout d'abord, nous nous réjouissons d'avoir entendu les représentants de l'Internationale et quelques camarades de l'Exécutif dire que la prochaine Conférence internationale examinera l'ensemble de la situation du prolétariat.

En ce qui nous concerne, nous croyons que l'époque dans laquelle nous entrons est celle de l'agonie du capitalisme et que le problème de la révolution sociale se pose à l'ensemble du prolétariat. (*Applaudissements.*)

J'interromps un instant mes explications pour indiquer aux militants et à la presse que nos camarades de la minorité sont sortis de la Commission des résolutions parce que — je crois pouvoir le dire — le blâme est maintenu par la majorité.

RENAUDEL. — Pourquoi dites-vous cela ? (*Mouvements de séance ; bruits divers.*)

MARCEAU PIVERT. — Je suis surpris de l'effet qu'a produit ma déclaration. Je n'ai voulu que renseigner les militants et la presse. (*Bruit ; tumulte.*)

LE PRÉSIDENT. — Avec l'assentiment de l'orateur, je donne la parole à Renaudel.

RENAUDEL. — Je demande au nom de qui notre camarade Marceau Pivert a parlé. Des communications du genre de celle qu'il a faite ne sont pas sans gravité. Il est par conséquent nécessaire qu'elles ne puissent, d'aucune manière, être faussées. (*Très bien, sur divers bancs.*)

Nous ne siégeons pas en ce moment à la Commission ; mais nous ne l'avons pas quittée. (*Très bien, sur les mêmes bancs.*)

Si nous ne participons pas à la rédaction de la déclaration que nous ne croyons pas pouvoir accepter, néanmoins, demain matin, la Commission des résolutions se réunira et on nous y fera connaître les textes définitifs. De notre côté, nous y exposerons les nôtres.

Voilà dans quelles conditions nous ne sommes plus à la Commission des résolutions et on ne peut pas dire, par conséquent, que nous l'avons quittée.

Il y a, en réalité, en ce qui nous concerne, suspension de la discussion ; mais nous la reprendrons demain. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Je me réjouis de l'explication donnée par le camarade Renaudel, qui clôt la discussion.

Nous reprenons l'ordre du jour et je donne la parole à Marceau Pivert.

MARCEAU PIVERT. — Camarades, je disais que nous entrions dans la période de l'agonie du capitalisme et que nous pensions que le problème de la révolution sociale se posait à la classe ouvrière.

Il est bien évident que ceux qui n'admettent pas ce postulat ne sont pas d'accord avec nous sur ses conséquences.

Pour la justifier, il faudrait naturellement analyser la situation économique actuelle. Paul Faure l'a fait et un très grand nombre de militants la connaissent assez bien, par conséquent, je ne répéterai pas ce qui a déjà été dit : l'accumulation des stocks, la fermeture des marchés, la dégringolade des monnaies, l'installation du déficit dans les budgets, la déception générale, les misères accumulées sur le prolétariat, l'augmentation du nombre des chômeurs, la compression nécessaire des salaires — je dis nécessaire en ce sens que la marge entre les profits et les salaires, dans le prix de revient, étant de plus en plus réduite par l'arrêt de la production, c'est en se tournant vers la compression des salaires qu'obligatoirement les propriétaires de moyens de production entendent résoudre la crise et prolonger ainsi leurs privilèges.

Au point de vue politique, je n'ai pas besoin de développer longuement non plus les conséquences de l'agonie du régime capitaliste. Mais je fais particulièrement appel à Perceau qui, actuellement, ne fait pas attention, ce qui ne l'empêchera pas de critiquer ensuite ce que j'ai dit. (*Applaudissements.*)

Ainsi, en ce qui concerne la laïcité, qui a été le grand cheval de bataille du radicalisme, est-ce que vous ne sentez pas que la marge de réformes est réduite à presque rien ? Est-ce que vous ne sentez pas que l'effort qui a été possible en 1880-1885 pour Jules Ferry, ne peut plus être demandé aujourd'hui aux radicaux pour développer l'école laïque ? N'a-t-il pas été impossible d'obtenir des radicaux, soutenus par les socialistes, que soit installée l'école laïque dans trois départements de l'Est. (*Applaudissements.*)

Qu'est-ce que cela prouve ?

Que la classe dominante en est réduite à se défendre

par tous les moyens possibles et à ne rien concéder à la classe ouvrière.

Et quand nous disons qu'aux solutions de la bourgeoisie il faut substituer le programme révolutionnaire, cela ne signifie pas qu'on ne bataillera pas précisément pour mettre au pied du mur ceux qui ont été envoyés au Parlement ou qui, dans le pays vivent sur les promesses qu'ils ont faites.

Mais il faut savoir que nous n'avons rien à attendre du régime actuel et qu'à l'époque où celui-ci est menacé dans sa structure, la seule réforme possible, c'est un pas en avant vers la transformation totale. Pour le faire, il ne faut pas entretenir, dans la classe ouvrière, un certain nombre d'illusions redoutables.

Pour appuyer les indications que j'ai données sur la crise économique, je me bornerai à vous fournir quelques chiffres :

La production qui était en 1913 dans la proportion de 100 est passée en 1925 à 125, et en 1929 à 145. Ainsi, en 1933, elle est à peu près au niveau de 1913, mais avec quel appareil de production, avec quel outillage ! Camarades, on a, dans certaines branches, multiplié par cent, par mille, par dix mille, la faculté de produire. Une ouvrière qui en huit heures produisait une certaine quantité de fil, il y a cinquante ans, peut faire aujourd'hui dans le même temps le travail d'environ 45.000 ouvrières d'il y a cinquante ans. En 1918, en huit heures, un homme fabriquait quarante lampes électriques ; aujourd'hui, vingt mille mêmes lampes peuvent être produites par le même homme dans le même temps. A la fin de la guerre, pour fabriquer des chaussures on n'employait presque pas de machines ; aujourd'hui, surveillées par un seul ouvrier, cent machines peuvent remplacer 25.000 ouvriers.

Ainsi, avec des appareils de production qui peuvent jeter sur le marché jusqu'à dix mille fois plus de produits qu'avant la guerre, le niveau de la production, en 1933, est à peu près le même que celui de 1913.

C'est cela qui nous permet d'affirmer que le monde capitaliste est non seulement malade, mais qu'il est entré en agonie.

En regardant les résultats de la politique parlementaire de nos camarades, on peut tenir compte de leurs efforts et se féliciter d'un certain nombre de succès. Mais dans l'ensemble, à quoi reviennent-ils ces succès ? A faire un trou pour en boucher un autre ; à élever des barrières douanières pour protéger les automobiles de manière que les pays qui voudraient importer des voitures chez nous élèvent à leur tour des barrières douanières à leurs frontières pour qu'on n'exporte pas notre vin chez eux. Le blé, on pourra bien stabiliser son prix pendant un certain temps, mais les ouvriers agricoles en subiront la conséquence, car si leurs salaires sont augmentés ils paieront le pain un peu plus cher ; quant aux ouvriers des villes, leur standard de vie en sera diminué.

Tout cela peut faire vivoter le régime pendant quelque temps encore. Mais après ? La seule solution possible, c'est celle qui détruira la structure du régime actuel, qui amènera le plus rapidement possible l'expropriation des grands moyens de production et d'échange et leur remise entre les mains de la classe ouvrière.

Lorsque nous examinons les conséquences de la crise actuelle dans le domaine des idées, nous constatons une sorte de défaillance extrêmement inquiétante. On a rappelé la phrase d'un brillant journaliste, un de nos camarades, qui disait qu'en 1919 il était pour le communisme parce qu'il pensait que la situation était alors révolutionnaire, mais qu'aujourd'hui, il n'est plus communiste, il n'est peut-être même plus partisan d'une action de classe révolutionnaire du socialisme.

Il ne s'aperçoit probablement pas, ce brave camarade, que dans l'erreur d'optique de ses premières illusions, c'est lui qui n'est plus révolutionnaire, alors que la situation l'est plus que jamais. (*Applaudissements.*)

Et c'est Marquet qui disait : « Aller faire de la propagande ; répéter ce que nous disons depuis trente ans : socialiser les moyens de production et d'échange. Et puis après ? »

Ne sentez-vous pas qu'au moment où la situation est de plus en plus révolutionnaire, nos camarades tournent le dos à la véritable propagande ? (*Applaudissements.*)

Je ne relèverai pas les sarcasmes faciles de ceux de nos camarades qui nous reprochent de ne pas « apporter » la révolution pour demain matin.

Je dirai simplement l'essentiel, c'est que la révolution qui n'est peut-être pas l'œuvre d'un homme, ni celle d'un parti, sera celle du prolétariat tout entier. Il faut commencer par la vouloir, et la vouloir, c'est déjà commencer à la réaliser.

Mais il ne suffit pas de la vouloir ; il faut aussi vouloir se battre.

Un lien logique unit les problèmes de la prise du pouvoir, de l'unité et de la lutte contre la guerre.

Jacques Grumbach doit parler de la prise du pouvoir ; Jean Zyrömski de l'unité. Je n'insisterai pas.

Je veux simplement dire que des motions présentées à ce sujet sont extrêmement inquiétantes et me donnent même le vertige, quand je les sais proposées par les voix les plus autorisées du socialisme.

J'avoue que certains passages du discours de Blum m'ont fort inquiété. Au sujet de la prise du pouvoir il semble dire qu'elle est le résultat d'une sorte de processus intellectuel, d'une sorte de recherche scientifique permanente, etc...

Eh bien, il nous est difficile, à nous, d'accepter cette sorte de marxisme mécanique dans lequel l'état psychologique des masses ne jouerait pas un rôle prédominant, alors que, dans toutes les circonstances présentes, on l'a vu compter beaucoup.

Qu'on le veuille ou non, les masses comptent, elles impriment à la courbe des événements une déviation qui peut n'être pas prévue et les éléments psychologiques n'ont jamais été éliminés d'une analyse marxiste approfondie. (*Applaudissements.*)

Devant la génération qui monte se pose le problème de vie ou de mort. La jeunesse qui ne peut pas employer son énergie, qui n'a aucune perspective d'avenir devant elle n'a pas le même sentiment que nous sur le problème vital de l'existence.

On peut, avec une certaine liberté d'esprit, se permettre de dominer les événements et se faire par avance l'historien des événements de demain. Autre chose est de prévoir ce qui résultera de la formidable poussée du dynamisme inemployé de la jeunesse actuelle.

Aussi faut-il que dans les événements où nous allons être jetés, le socialisme ne reste pas une sorte de Mont Aventin. Au contraire, il devra être à la première ligne de bataille et, sous l'irrésistible poussée des masses en mouvement, il réalisera, s'il le veut, la civilisation socialiste, dans notre époque même. (*Applaudissements.*)

Je passe sur le problème de l'unité, puisqu'il a déjà été développé par certains camarades qui ont signé notre motion.

Mais, pour montrer le caractère logique de notre motion, je veux insister sur une idée qui semble rencontrer une certaine résistance dans le Parti et sur laquelle il faut que nous nous expliquions, je parle des milices de défense ouvrière. Je ne peux pas mieux faire, pour montrer leur utilité que de prendre des exemples qui sont extrêmement réconfortants et qui prouvent l'activité du socialisme dans la lutte contre le fascisme et contre la guerre. N'est-il pas encourageant de voir qu'à Clermont-Ferrand la classe ouvrière a pu, une première fois interdire la rue à d'Anthouard, une deuxième fois empêcher une procession qui réunissait un millier de cléricaux ; une troisième fois, alors que Villedieu, à la Maison du Peuple, avait été attiré dans un guet-apens, chasser les fascistes qui furent obligés de passer par les fenêtres.

Voilà des faits réconfortants, camarades !

Un peu plus tard, c'étaient les camelots du roi qui étaient une fois de plus « descendants des Croisés » car ils fuyaient par les fenêtres, chassés par la classe ouvrière unie dans l'action. (*Applaudissements.*)

Naturellement, camarades, nous ne nous dissimulons pas que les résistances qui nous viennent du Parti même sont quelquefois justifiées, car un certain nombre d'expériences ont été malheureuses.

On nous dit : dans ces gardes prolétariennes, se trouveront des policiers et vous serez trahis.

Tout d'abord, nous nous élevons contre les accusations de bolchevistes, d'hervéistes, et tout ce que vous voulez en « isle ».

Ce que nous voulons, c'est une organisation spéciale de classe constituée en accord avec les syndicats. Et je suis heureux de souligner, à ce propos, comme je l'ai fait à la Commission des résolutions, que je suis complètement d'accord avec le camarade Renaudel quand il dit qu'il n'est pas possible que le Parti ne soit pas d'accord avec les syndicats ouvriers.

Mais alors, il faudrait tout de même obtenir que, lorsque les syndicats prennent certaines initiatives, le Parti ne leur mette pas constamment des bâtons dans les roues.

Lorsque nous parlons de milices prolétariennes, de gardes prolétariennes ou de groupes de défense, nous entendons que ce soient les membres du Parti et des syndicats qui les constituent ; ils sont en effet les véritables défenseurs de la classe ouvrière.

Camarades, pour la lutte contre la guerre, nous attachons une importance essentielle à la création d'un organisme autonome de lutte directe. Mais il faut aller plus loin.

Lorsqu'on parle de la défense nationale, il semble qu'un grand nombre de camarades n'aiment pas entendre traiter de cette question.

Néanmoins, nous allons mettre le Parti en présence de situations qui nous paraissent, à nous, insoutenables.

Comme Renaudel et ses amis ont posé le problème avec netteté, nous allons répondre pour qu'on ne nous reproche pas d'avoir laissé cette question de côté.

Tout d'abord, je voudrais demander aux camarades qui ont signé la motion de Tours de ne pas oublier le contrat A Tours, nous avons dit : « Pas un sou ; pas un homme. »

Cela signifie qu'il n'y a pas de défense nationale en régime capitaliste.

Eh bien, camarades, il nous est donné de constater

qu'après avoir signé la motion de Tours, on n'obéit plus à la loi de la majorité. C'est ainsi que nous avons eu la surprise d'entendre un camarade du Groupe parlementaire dire, à propos des crédits militaires : (Renaudel, 13 avril 1933) : « Le Parti socialiste a décidé de ne pas voter une diminution des crédits proposés à la fois par le gouvernement et par la Commission. » C'est-à-dire que la fameuse diminution des crédits militaires semble suffisante, que le gouvernement Daladier peut compter sur l'appui du Parti socialiste et renforcer son appareil militaire ; Renaudel l'a dit.

Certes, la situation politique internationale est grave. Hitler prépare la guerre. La question est donc la suivante : allons-nous accepter d'entrer dans l' « appareil militaire » de la bourgeoisie, sous prétexte qu'il faudra défendre ce que nous appelons la démocratie, contre l'hitlérisme ?

Le problème est posé, camarades. Je suis obligé de constater qu'on n'est pas pressé de le résoudre.

J'ai écouté, dimanche dernier, le discours de Daladier et j'ai eu le regret de voir que certains passages de ce discours n'ont pas été reproduits dans le *Populaire*. On ne pouvait pas publier tout le discours, j'en conviens ; mais ces passages étaient essentiels. Ainsi, les militants ne sont pas au courant de ce que pense Daladier.

« Enfin, disait M. Daladier, est-il besoin de dire qu'en ce qui concerne la défense nationale le gouvernement n'a négligé aucun de ses devoirs. L'aviation militaire et l'aviation marchande ont été récemment renforcées... »

Eh bien, est-ce que cela n'a pas été fait avec l'appui du Parti socialiste ? Est-ce que les crédits militaires n'ont pas été votés avec l'appui du Parti socialiste ? Est-ce que ces votes sont en accord avec les décisions de Tours ?

Voici déjà un problème strictement politique sur lequel nous obligerons le Parti à se prononcer et que le Congrès lui-même va avoir à résoudre. (*Applaudissements.*)

Quant au reste, voici nos propositions en ce qui concerne le vote des crédits de guerre et l'éventualité d'une guerre, la question est déjà résolue par l'Internatio-

nale, par la décision de Nancy ; nous disons : « Pas un sou, pas un homme ».

Mais de plus, nous voulons que le Parti répudie publiquement la guerre. Nous voulons qu'il prépare aussitôt l'appareil de lutte directe contre l'éventualité d'un conflit, contre les menées des impérialistes qui sont, au fond, toujours responsables de la guerre.

Or, l'un des principaux moyens de lutte contre la guerre, c'est une propagande intense contre l'idée qu'on met dans l'esprit des travailleurs qu'ils doivent se battre pour quelque chose, c'est-à-dire pour un prétexte qu'on leur fera « avaler » au dernier moment.

Nous ne pensons pas, comme plusieurs camarades, qu'il peut y avoir plusieurs natures de guerre.

Non, camarades, la guerre sera, dans l'époque où nous sommes, la lutte du régime capitaliste contre l'ensemble du prolétariat.

Pour faire face à cette guerre, l'ensemble du prolétariat doit se dresser et agir par tous les moyens dont il dispose. (*Applaudissements.*)

Je souligne en passant que c'est un des moyens de défense du capitalisme que cette sorte de rétraction des nations en elles-mêmes qui se manifeste par la fermeture des frontières (comme l'a indiqué Marquet dans son discours), et qui conduit à la conception de l'autarchie économique.

Or, on se défendra à l'intérieur des frontières avec quoi ? Avec des mitrailleuses et des canons.

Ainsi, les prolétaires seront jetés les uns contre les autres et crèveront sur tous les champs de bataille de l'Europe pendant que les marchands de canons empocheront des milliards.

Nous voulons que la propagande socialiste s'oriente résolument vers cette idée de lutte à tout prix contre la guerre, vers l'accord avec les syndicats auxquels il faut peut-être faire plus confiance qu'au Parti pour réaliser la grève générale révolutionnaire et empêcher la guerre. (*Applaudissements.*)

Camarades, vous dites que l'action que nous proposons

est illégale, que nous ne pouvons agir que clandestinement. Mais, croyez-vous que l'on n'en fait pas de l'illégalité à tous moments ?

La grève générale du 20 février, déclenchée par les Services publics n'a-t-elle pas été illégale ? Et les syndicats de fonctionnaires eux-mêmes, ne sont-ils pas illégaux ?

UN DÉLÉGUÉ. — Elle est vraiment imprudente, cette déclaration !

MARCEAU PIVERT. — Je dis que la prudence n'est ni de notre âge ni de notre époque. Nous en avons assez de la prudence. Il faut dire ici ce que l'on pense. (*Applaudissements.*)

Et puis, camarades, est-ce que l'idée de guerre n'est pas déjà condamnée dans des pactes signés par les plus grands hommes d'Etat du monde ? Il y a le pacte Briand-Kellog.

Est-ce qu'actuellement nous n'avons pas le droit de dire que le respect de la légalité oblige de mettre hors la loi, non pas seulement la guerre, mais la préparation à la guerre qui est un crime au même titre que la guerre elle-même ?

Et d'ailleurs, camarades, nous ne sommes pas isolés dans cette bataille contre la guerre. Voici, en effet, la motion présentée par le Parti ouvrier belge :

« ...Décide qu'il y a lieu de renforcer les milices de défense ouvrière, d'activer la propagande parmi les jeunes gens ayant atteint l'âge du service militaire... »

Et ceci a été voté par les camarades de la majorité qui sont les plus modérés, car la minorité demandait la préparation immédiate d'une grève générale insurrectionnelle.

Voilà où nous en sommes !

UN DÉLÉGUÉ. — Et les camarades allemands, où en sont-ils ?

MARCEAU PIVERT. — C'est précisément pour venir en aide aux camarades allemands que nous voulons que ceux qui

peuvent se défendre fassent l'effort nécessaire pour abattre le capitalisme.

Mon dernier mot sera pour souligner une nuance de notre motion.

Je suis persuadé que les camarades partisans de l'anti-guerre voudront proposer un texte commun avec nous et déclarer que nous ne voulons pas attendre l'affiche de mobilisation pour préparer notre appareil de lutte directe contre la guerre. Nous voulons agir dès maintenant et que notre action ne soit pas clandestine et menée seulement par quelques-uns, ce qui ne signifie rien. Nous voulons une action de masse et que la propagande socialiste soit faite au grand jour.

Et je vous assure que lorsque tous les ouvriers et tous les paysans résisteront à la mobilisation et à la guerre, nous pourrons attendre de pied ferme tous les carnets de route, les attaques devant les tribunaux, etc...

Mais si nous n'engageons pas la lutte dès maintenant, il sera trop tard de le faire quand les avions seront au-dessus de Paris, quand l'affiche de mobilisation sera apposée sur les murs.

Nous voulons habituer non pas seulement les cadres, mais tous ceux qui suivent notre action, toute la classe ouvrière, à savoir que l'arrestation de militants, la fermeture de Maisons du Peuple, la dissolution de syndicats seront le signal de la grève générale. Et si la mobilisation vient à se produire, il faut que toutes les masses rurales soutiennent l'action des ouvriers, qui font la grève générale, par leur refus collectif de partir.

Voilà comment nous entendons barrer la route à la guerre. (*Applaudissements.*)

Camarades, vous êtes devant des propositions claires. Elles peuvent ne pas plaire, paraître utopiques. Mais vous n'avez pas le droit de dire qu'elles ne correspondent pas à une conception cohérente de la situation internationale et des besoins de la classe ouvrière, au moment où nous les faisons.

Si vous les acceptez, vous pouvez être assurés que vous ferez faire un pas en arrière au fascisme, deux à la

guerre, deux pas en avant à l'unité et trois à la révolution sociale. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

LE PRÉSIDENT. — Le bureau demande que la discussion se poursuive encore.

UN DÉLÉGUÉ. — Je demande le renvoi immédiat parce que nous ne sommes pas ici en réunion publique pour les tribunes. Je ne nie pas que ce soit intéressant, mais on ne peut tout de même pas parler devant une salle où plus de la moitié des délégués sont absents.

LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la suspension de séance et la reprise des travaux demain matin à 9 heures.

(Il en est ainsi décidé et la séance est levée à minuit.)

